

Perspectives pour les productions animales dans les régions françaises, face à la hausse des prix des végétaux

Michel RIEU (1), Marie CARLIER (2), Philippe CHOTTEAU (2), Guillaume COUTELET (3), Pascale MAGDELAINE (3),
Hervé MAROUBY (1), Christophe PERROT (2), Christine ROGUET (4), Gérard YOU (2)

(1) Ifip-Institut du Porc, 34 boulevard de la Gare, 31500 Toulouse

(2) Institut de l'Élevage, MNE, 149 rue de Bercy, 75595 Paris Cedex 12

(3) ITAVI, 7 rue du Faubourg Poissonnière, 75009 Paris

(4) Ifip-Institut du Porc, La Motte au Vicomte, BP 35104, 35651 Le Rheu Cedex

michel.rieu@ifip.asso.fr

Perspectives pour les productions animales dans les régions françaises, face à la hausse des prix des végétaux

La forte hausse des prix des produits végétaux, en fin de décennie 2000, interroge sur l'avenir des productions animales. En effet, entraînant celle des coûts de production des animaux, celle-ci peut avoir pour conséquences la perte de rentabilité de l'élevage, un renchérissement des prix au consommateur qui ferait baisser la demande et un attrait des productions végétales sur les éleveurs. Dans tous les cas, l'élevage pourrait régresser. Différentes analyses laissent penser que le prix des grains ne redescendra pas tendanciellement au niveau d'il y a dix ans.

Pour ce qui concerne la France, une étude a été conduite par une équipe pluridisciplinaire d'agroéconomistes spécialistes des filières animales : lait, viande bovine, volailles et porc. Après avoir synthétisé les grands traits de l'évolution des prix des grains, elle a fait un état des lieux des prix, des coûts et des résultats des exploitations d'élevage. Des entretiens ensuite conduits auprès d'acteurs de terrain proches des éleveurs ont montré que la hausse des prix de l'aliment du bétail était plus un révélateur de faiblesses et un accélérateur d'évolution qu'une cause fondamentale de changements. Afin de prendre en compte les facteurs à l'œuvre, une mini-prospective a été conduite aboutissant à quatre scénarios. Il est apparu que le contexte macro-économique et politique était une entrée principale à l'origine des évolutions. Les scénarios ont ensuite été déclinés pour quatre régions de France : Bretagne, Pays de la Loire, Nord-Pas de Calais et Picardie, et Sud-ouest. Cette communication rend compte des entretiens, des scénarios et de leur déclinaison régionale dans le cas de la filière porcine.

Prospects for livestock production in the French regions facing rising prices for crops

The sharp rise in crop prices at the end of the decade 2000-2010 questions the future of animal production. Indeed, the resulting increase in production costs of animals may cause the loss of livestock profitability, higher prices for the consumer that would lower demand and a shift of animal farmers to crops. In all cases, livestock might regress. Various analyses suggest that grain prices will not tend to come down to the level they were ten years ago.

Regarding France, a study was conducted by a multidisciplinary team of agroeconomists specialized in animal chains: milk, beef, poultry and pork. After synthesizing the main features of grain price evolution, they made an inventory of the prices, costs and profits of livestock farms. Then interviews were conducted with actors close to the breeders. This showed that the increase in livestock feed prices was more indicative of weakness and an accelerator of evolution than an underlying factor of change. To take into account the factors at work, a short prospective study was undertaken resulting in four scenarios. It appeared that the macro-economic and political context was a main point of entry for evolutions to take place. The scenarios were then broken down for four regions of France, Brittany, Pays de la Loire, Nord-Pas de Calais and Picardy, and Southwest. This paper reports on interviews, scenarios and their regional variation in the case of the pig chain.

INTRODUCTION

Depuis 2007, les prix des productions végétales ont beaucoup augmenté, avec des variations brutales. Ces changements dans les prix des matières premières des aliments pour animaux ont eu des effets profonds sur l'élevage et ses filières et soulevé de nombreuses questions pour l'avenir. En France, on s'est demandé si la rentabilité des exploitations d'élevage pouvait en être durablement affectée. On a évoqué un risque de « végétalisation » des exploitations agricoles, c'est-à-dire le délaissement de l'élevage au profit des cultures, en raison de la détérioration des prix des animaux payés aux éleveurs.

De nombreux travaux se sont interrogés sur les causes des hausses de prix des végétaux et sur la pérennité de prix élevés. Selon la banque Mondiale (Baffes, 2011), la hausse des prix des matières premières agricoles a pour origine la conjonction de nombreux facteurs :

- La demande en hausse, avec la forte progression des besoins en viandes, stimulée par la croissance économique,
- La montée en puissance des biocarburants, fabriqués à partir de céréales ou d'huiles oléagineuses,
- La production « tendancielle » limitée par le ralentissement de la hausse des rendements agricoles, le manque d'investissements dans l'agriculture (prix insuffisamment rémunérateurs) et le potentiel insuffisant d'extension des terres cultivées,
- Les perturbations climatiques réduisant les récoltes et les stocks (politiques de réduction des stocks dans les années 2000 et plus largement de moindre soutien à la production agricole),
- La flambée des prix des métaux et de l'énergie,
- Les taux d'intérêts faibles (abondantes liquidités financières, favorables à la croissance),
- L'augmentation sensible des investissements émanant d'agents financiers à des fins de spéculation,
- La dépréciation du dollar américain (favorable aux importateurs),
- Les politiques restrictives aux échanges de certains Etats.

Compte tenu du caractère structurel de ces facteurs, la plupart des projections macro-économiques situent en tendance au début des années 2020 les prix des produits végétaux à un niveau sensiblement plus élevé que le point historiquement bas atteint au milieu des années 2000 (FAPRI, 2014).

Même si les prix connaissent périodiquement des détentes, comme en 2014, il n'est pas temps de remettre en cause ces perspectives. Comme toujours, dans les évolutions économiques, il convient de distinguer les évolutions de court et de long termes, les tendances et la conjoncture.

Pour Couharde *et al.* (2012), les termes de l'échange des matières premières agricoles sont entrés dans un nouveau régime en 2008, caractérisé par un niveau moyen de prix supérieur de 50% à celui de la période 1986-2007. Cette période, marquée par des prix très bas et une volatilité elle aussi très basse, était exceptionnelle. Nous sommes revenus au régime de « niveau moyen des termes de l'échange », qui caractérisait la période 1921-1985, avec des « prix moyens en monnaie constante » et une volatilité élevée. Pour les auteurs, l'histoire des prix agricoles est ainsi marquée par des longues phases de plusieurs années, voire de plusieurs décennies.

Pour Daviron (2012), la volatilité des prix agricoles s'explique d'abord par l'inélasticité de la demande, face à une offre de plus en plus bousculée par des aléas climatiques et géopolitiques. Les usages non alimentaires (bioénergie) augmentent structurellement la demande, tandis que la financiarisation des marchés de matières premières a tendance à amplifier la volatilité des prix. De plus, la période précédente de prix agricoles bas a réduit les investissements et l'attention portée à l'agriculture, tant par les acteurs privés que publics. En conséquence, le potentiel productif a baissé, avant qu'une période de prix élevés ne relance les investissements. Mais, enfin, la flambée des cours est le signe d'une pénurie durable sur les marchés agricoles : la raréfaction et le renchérissement des ressources naturelles (énergie, terre, eau, phosphates...), de même que les problèmes environnementaux et climatiques devraient en effet conduire à un changement profond des modes de production agricole.

Les résultats présentés dans cette communication sont issus d'une étude sur l'impact de la hausse et de la volatilité des prix des produits végétaux sur les productions animales en France (Institut de l'Élevage, ITAVI, IFIP, 2014). Peut-elle entraîner une évolution des systèmes d'exploitation, de l'offre des produits animaux et de la localisation des activités dans et entre les régions ? Les exploitants sont-ils poussés à faire des choix nouveaux en défaveur des productions animales avec des conséquences sur les filières ?

1. MATERIEL ET METHODES

1.1. Entretiens auprès des acteurs de terrain

Des entretiens ont été conduits, au cours du 1er trimestre 2014, avec des acteurs clés des différentes filières animales dans plusieurs régions, dirigeants ou responsables « productions animales » de différents groupes coopératifs (notamment de coopératives polyvalentes) ou de groupes non coopératifs, d'experts de banques, de cabinets d'expertise comptable ou de chambres d'agriculture.

Ils ont permis de recueillir leur perception des impacts du changement de régime des prix sur l'offre de produits animaux (volume, localisation, systèmes de production et profils des éleveurs), sur les relations entre les différents acteurs des filières et sur la compétitivité globale des filières animales, ainsi que leurs suggestions concernant les conditions d'un développement ou, a minima, d'un maintien des productions animales dans les prochaines années.

Des enseignements ont été tirés de ces entretiens pour chacune des filières animales, puis un bilan global a identifié les principales convergences ou divergences entre filières.

1.2. Construction de scénarios

Le projet a ensuite construit des scénarios prospectifs prenant en compte toutes les filières animales. Puis ces scénarios ont été déclinés selon quatre grandes régions, la Bretagne, les Pays-de-la-Loire, l'ensemble Nord-Pas-de-Calais-Picardie et le Sud-ouest. Ils visaient un horizon d'une dizaine d'années, c'est-à-dire le milieu de la décennie 2020.

Dans la pratique, les scénarios ont été construits en suivant une méthode prospective de durée allégée, qui s'est appuyée sur deux séminaires, en mars et mai 2014.

Le premier a réuni durant deux jours une vingtaine de personnes aux profils diversifiés :

- des experts, spécialistes de l'économie des filières animales ou de la prospective, représentant FranceAgriMer, le Centre d'Etudes et de Prospective (CEP) du Ministère de l'Agriculture, UNIGRAINS, Coop de France Nutrition Animale, l'INRA.
- Des ingénieurs des Instituts Techniques (Institut de l'Élevage, ITAVI, IFIP), spécialistes des différentes filières.

Les résultats des phases précédentes ont été présentés et les experts ont été conduits, par différentes méthodes d'animation, à s'exprimer sur les facteurs de changement et leurs conséquences. Les évènements ont été combinés en histoires « diversifiées, vraisemblables et cohérentes » constituant la trame de scénarios, affinés ensuite par les chargés d'étude. Le second séminaire a permis la déclinaison des scénarios selon les quatre régions d'étude. Il a associé aux chargés d'étude des Instituts Techniques et aux représentants de FranceAgriMer, des spécialistes des productions animales et de l'économie de trois Chambres Régionales d'Agriculture (Bretagne, Pays-de-la-Loire, Nord-Pas-de-Calais).

2. LES RESULTATS

2.1. Les avis des acteurs de terrain

2.1.1. *Des impacts variables selon les filières sur les exploitations d'élevage*

Les impacts de la hausse des prix des matières premières et de leur volatilité sur les résultats économiques et la trésorerie des élevages sont variables selon les filières animales. Ils dépendent fortement des organisations et des modes de formation des prix au long de la chaîne. Ainsi, les contrats protègent les revenus des éleveurs avicoles des fluctuations des coûts alimentaires, même si cette protection est moins forte que par le passé. A l'inverse, ces variations ont eu des effets très négatifs sur les résultats des élevages bovins et porcins, dégradant fortement leur trésorerie. En production porcine, ils ont été aggravés par la nécessité d'investir, pour la mise aux normes des installations, en 2012 et 2013.

Dans les exploitations de polyculture-élevage, ces effets sont tamponnés par la recette céréalière. Avec une SAU suffisante, dans les régions « intermédiaires » entre céréaliculture et élevage, il y a la tentation d'abandonner la production animale au profit des grandes cultures qui rémunèrent mieux le travail de l'agriculteur. Mais, selon des observateurs, ce choix ferait trop de place à des considérations de court terme, ignorant, sur le long terme, le double avantage de la polyculture-élevage (agronomie et lissage du revenu).

Par ailleurs, la hausse des prix des produits végétaux a induit une hausse du prix du foncier, frein à l'agrandissement des élevages bovins et donc à l'amélioration de leur compétitivité. Les pratiques d'alimentation ont également été impactées, avec un développement de la fabrication d'aliment à la ferme en porc ou une baisse de l'utilisation des concentrés en élevage laitier, avec le risque d'une baisse des performances. De façon générale, les hausses de prix des produits végétaux, couplées à une conjoncture plus morose des filières animales ont réduit la motivation des agriculteurs pour l'élevage dont le travail est plus contraignant et qui nécessite plus d'investissements, des investissements spécifiques et qui perdent beaucoup de valeur à la revente (salle de traite, bâtiments...). La hausse et la volatilité des coûts des matières premières exacerbent ces problèmes et sont plutôt le catalyseur que le moteur des évolutions.

2.1.2. *Des impacts aussi sur l'amont et l'aval des filières*

Les fabricants d'aliment ont adapté leurs stratégies d'achat (matières premières choisies et leur provenance, couverture). Les relations avec leurs clients (OP, éleveurs, industriels d'aval) ont aussi évolué. Les discussions de prix sont passées du gré à gré, possible avec la stabilité des cours, à des arbitrages via les marchés à terme de Paris ou Chicago.

Dans les filières avicoles, les abattoirs ont subi un effet ciseau entre hausse du prix du vif et pression sur les prix de leurs clients en aval, notamment les GMS, aggravée en période de pouvoir d'achat atone et de guerre des prix entre enseignes. Cela est même jugé comme le facteur majeur de fragilisation de la filière avicole. Par l'existence et le fonctionnement des contrats dans la filière, le maillon aval est le principal amortisseur des fluctuations de coûts en amont.

Dans la filière porcine, il a fallu plusieurs années pour que les prix de vente des porcs suivent l'augmentation des coûts de production. Plus récemment, les difficultés ont glissé vers l'aval de la filière, les salaisoniers subissant une forte hausse des prix de leur matière première et butant sur l'extrême résistance des distributeurs à augmenter leurs prix d'achat.

2.1.3. *La hausse des prix des matières premières, un révélateur des fragilités des filières animales*

Au final, la hausse et la volatilité des prix des matières premières sont des révélateurs et des facteurs aggravants des faiblesses des filières animales françaises :

- manque de compétitivité technique d'une partie des élevages (un indice de consommation élevé est plus pénalisant dans une conjoncture de prix d'aliment élevé)
- faibles investissements en élevage pourtant nécessaires à l'amélioration de la compétitivité, limités davantage par le manque de rentabilité
- malaise moral et relative démotivation de certains éleveurs
- insuffisance de partenariats entre maillons des filières
- et, via la hausse induite sur les prix à la consommation, faiblesse de la demande en viandes...

A côté des marchés des matières, beaucoup d'autres facteurs sont identifiés comme déterminants dans l'évolution récente de l'offre française d'animaux. Ils le resteront à l'avenir : demande finale, concurrence, politiques publiques, accords internationaux...

2.1.4. *Des leviers d'action transversaux aux filières*

Quelques leviers d'action transversaux visant à assurer le maintien voire le développement des filières animales aujourd'hui fragilisées, ont été identifiés lors des entretiens :

- Une évolution des relations industrie-GMS via la construction de partenariats de long terme et la mise en avant de l'origine France
- L'amélioration de la compétitivité des filières, avec la modernisation et la restructuration des élevages et des outils industriels
- La réussite du renouvellement des générations d'éleveurs notamment dans les régions céréalières où il existe un risque d'arrêt des activités d'élevage
- La mise en œuvre d'outils permettant de gérer la volatilité des prix des matières premières : achat à terme d'aliment pour les éleveurs et achat à terme de vif pour les OP, mises en place de caisses et de sécurisation des marges en bovins, ou systèmes d'assurance revenu.

2.2. Quatre scénarios

Vu l'importance des facteurs autres que la hausse des prix des matières premières et des interactions, un exercice de prospective a été décidé.

Il a abouti à quatre scénarios combinant différentes hypothèses d'évolution de ces facteurs et décrivant leur impact sur les filières animales. Ces scénarios sont présentés ci-dessous selon cinq familles de facteurs en lignes, et selon deux scénarios en colonne.

Scénarios	Repli autarcique et inégalitaire	Réveil des productions animales
Rubriques	<i>Dans un marasme économique mondial généralisé, l'ensemble de l'économie européenne s'effondre, la consommation recule et les attentes de société s'effacent.</i>	<i>Dans un meilleur contexte européen, les filières animales choisissent le développement durable, facilité par un pacte sociétal et des prix des matières premières plus stables et moins élevés.</i>
Contexte économique et politique mondial, européen et français	Economie mondiale en panne, défiance généralisée, resserrement sévère du crédit, nombreuses entreprises défaillantes Chômage et inégalités s'envolent. L'économie informelle progresse et la déflation s'installe Les prix des grains au plus bas, faute de demande, même asiatique. Volatilité très atténuée Situation économique européenne délétère : pas de solidarité. Dumping fiscal et salarial généralisé Revenu des consommateurs au plus bas, recul des dépenses alimentaires Accords de libre échange avec Etats-Unis et Mercosur : les principales entreprises de viandes européennes sont filiales de groupes brésiliens, chinois, des Etats-Unis PAC très réduite, budgets européens en chute libre, aides découplées supprimées Réglementations européennes « environnement », « bien-être », « normes de qualité » calées sur Etats-Unis. Demande sociale affaiblie sur modes de production	Economie mondiale peu dynamique, avec ralentissement des Pays en Développement (PED) et de la demande Repli des prix des grains par rapport à 2012, mais plus élevés que dans les années 2000-2005 L'UE sort de la crise et établit des politiques économiques, fiscales et sociales, de l'emploi... Croissance modérée (1,5 à 3 %), amélioration du pouvoir d'achat et réduction des inégalités Regain des exigences sociétales, intégrées par la PAC, avec conditionnalité des aides. En France, pacte sociétal : combinant efforts des filières et enjeux économiques, sociaux, territoriaux Accords de libre échange UE/ Etats-Unis et Mercosur : convergence partielle des réglementations (IGP, pas d'hormones, décontamination), mais pas sur OGM Filières européennes, (1) viandes, plus compétitives, plus résistantes à la concurrence, (2) lait, position renforcée des produits de grande consommation
Consommation de produits animaux en France	Chute de la consommation de produits animaux et très nette descente en gamme, moindre pour les produits laitiers La distribution low cost domine, à côté de quelques niches de marché haut de gamme Les circuits courts de proximité, à peine contrôlés, ont le vent en poupe	La demande est diversifiée, avec avantage aux produits respectant environnement et bien-être animal, mais aussi à ceux faciles à préparer et utiliser. L'origine locale est valorisée Les volumes de viandes s'effritent, les choix s'orientent vers une consommation raisonnée « moins et mieux »
Structuration des filières	Entreprises européennes rachetées à bas prix par de grands groupes. Peu d'investissements, car main-d'œuvre abondante et bon marché Objectifs : réduction des coûts, approvisionnement au plus bas prix (international), abandon de la R&D Le hard discount international a investi la France, durcissant les relations Entreprises régionales et coopératives résistent avec investissements minimum et innovation limitée. Elles assument l'animation territoriale	Des groupes français dynamiques investissent dans l'industrie, le marketing, la R&D, certains à une dimension européenne. La compétitivité coût s'améliore, la différenciation est développée par ces groupes et des acteurs plus petits Les produits locaux se développent. La production s'équilibre mieux sur le territoire Contractualisation GMS/fournisseurs, permettant une meilleure répartition de la valeur ajoutée. partenariats favorables aux investissements
Relations entre production et aval	Deux modèles d'exploitations : grandes fermes intégrées par groupe international ou autarciques (polyculture-polyélevage, vente directe). Le bas prix des grains maintient l'élevage, les bas salaires favorisent grands ateliers porcs et volailles Très petite minorité dans des filières haut de gamme, avec forte concurrence internationale Plus de contractualisation, hors intégration	Deux populations d'éleveurs : des entrepreneurs très professionnels, avec de grands outils et des salariés, et des exploitations diversifiées Des contrats éleveurs/industriels fixent volumes et qualités, y compris les demandes sociétales discutées avec GMS et RHD Des clauses de partage des marges se généralisent
Progrès technique et alimentation animale	R&D sur l'élevage active, mais internationalisée, avec des groupes dominants, y compris en génétique A la ferme, application systématique des innovations en génomique, alimentation, pharmacologie... La fabrication d'aliment à la ferme s'accroît en porc Le savoir-faire français utilise ces perfectionnements pour les performances des élevages	Le principe de précaution et les fortes demandes sociétales freinent les évolutions techniques Les industriels de l'alimentation animale, plus confiants en l'avenir, ont restructuré, organisé une logistique coopérative moins coûteuse, réduit leurs gammes, mais avec une offre spécifique FAF, misé sur la diversité des matières premières européennes, et donc réduit leurs coûts

Scénarios	Libéralisation	Farm Bill européen
Rubriques	<i>L'économie s'améliore dans le monde, mais pas en Europe. Le choix des voies les plus libérales conduit l'UE à abandonner la gestion des marchés agricoles. La concurrence s'impose.</i>	<i>Dans un contexte voisin de celui du scénario Libéral, l'UE choisit de préserver son agriculture avec des outils inspirés par le modèle des Etats-Unis. Les relations de filière sont plus apaisées.</i>
Contexte économique et politique mondial, européen et français	<p>Une embellie économique mondiale soutient la montée des classes moyennes</p> <p>Pays émergents : croissance de la demande en produits carnés, développement des productions</p> <p>Alimentation animale majoritairement captée par les PED : cours et volatilité accrus, disponibilités affaiblies pour les filières européennes.</p> <p>L'économie européenne ne bénéficie pas de l'amélioration et continue de perdre en compétitivité</p> <p>Les derniers outils de gestion des marchés agricoles sont abandonnés</p> <p>Les contraintes sociétales se relâchent car il y a peu de contrôles effectifs</p> <p>En France, les inégalités de revenu s'accroissent.</p> <p>Accords de libre-échange avec Etats-Unis et MERCOSUR ouvrent la porte aux importations (droits réduits, barrières non tarifaires levées)</p>	<p>Une embellie économique mondiale soutient la montée des classes moyennes</p> <p>Pays émergents : croissance de la demande en produits carnés, développement des productions</p> <p>Alimentation animale majoritairement captée par les PED : cours et volatilité accrus, disponibilités affaiblies pour les filières européennes</p> <p>L'économie de l'Europe ne bénéficie pas de l'embellie mondiale, mais l'UE choisit de préserver son agriculture : aides directes remplacées par des assurances sur le chiffre d'affaires ou sur les marges, inspirées du Farm Bill des Etats-Unis</p> <p>Normes en matière d'environnement et bien-être animal inchangées face à exigences sociétales atténuées</p> <p>Les régions agricoles françaises soutiennent le tissu agricole et agroalimentaire. Cette tendance accroît la compétition entre les régions françaises</p>
Consommation de produits animaux en France	<p>Le consommateur achète des produits à prix bas, descente en gamme. Consommation de produits animaux en baisse</p> <p>Les œufs progressent, le poulet standard et le porc frais résistent mieux que le bœuf</p> <p>Forte segmentation avec produits très haut de gamme, à volumes très limités</p> <p>La grande distribution joue au maximum le prix bas</p>	<p>Les tendances sont les mêmes, mais un programme d'aide alimentaire aux plus démunis, dans l'UE, intègre des conditions d'origine favorable aux filières européennes.</p> <p>Le gouvernement français fixe un cadre aux relations entre industriels et grande distribution, qui elle-même ménage ses fournisseurs nationaux.</p>
Structuration des filières	<p>Sélection drastique des acteurs aval des filières, laissant quelques grands leaders compétitifs et des entreprises plus modestes sur niches</p> <p>Viande : monde dominé par 1 à 2 opérateurs étrangers (Etats-Unis, Brésil, Chine), même en France</p> <p>Lait : des leaders français compétitifs au niveau mondial (poudre de lait, beurre...).</p> <p>Rude sélection et dualité des éleveurs, (1) ateliers de grande taille avec salariat pour produit standard à bas coût, (2) producteurs de niches (SIQO, bio), rationalisés et modernisés, mais plus petits</p>	<p>Les industriels français des filières regagnent des marges, restructurent et modernisent les outils, gagnent en compétitivité et parts de marché, se confortent face à la distribution</p> <p>Restructuration importante avec 2 ou 3 acteurs nationaux par filière, avec produits standards et différenciés.</p> <p>La production se restructure et se concentre à autour des sites d'aval et des centres de consommation. Le nombre d'éleveurs baisse plus progressivement avec reprises d'ateliers</p>
Relations entre production et aval	<p>Relations très tendues</p> <p>Prix soumis à une conjoncture très volatile</p> <p>Un peu d'intégration totale par l'aval</p>	<p>Relations plus sereines, prix mieux transmis</p> <p>La contractualisation amortit les crises</p> <p>Recul mieux géré de la consommation de viande</p>
Progrès technique et alimentation animale	<p>L'aliment du bétail européen et français est en concurrence à l'achat avec les PED</p> <p>Les industries européennes sont restructurées et utilisent au mieux les outils de couverture. La faible valeur ajoutée limite investissements et R&D</p> <p>Des élevages accroissent l'autonomie alimentaire. La FAF avec achat de matières se développe.</p> <p>La recherche animale se concentre sur la génétique, l'efficacité alimentaire, les rendements, les durées de lactation...</p>	<p>Dans un contexte identique, les éleveurs s'efforcent aussi d'améliorer encore leurs performances techniques</p> <p>La recherche animale en génétique, outre l'efficacité alimentaire, travaille sur la rusticité (ruminants), la résilience aux aléas sanitaires, les rendements (volaille), la prolificité (porc), les durées de lactation...</p>

2.3. La production porcine dans les régions françaises

Les bases qui sous-tendent les scénarios ont des effets différenciés sur les filières animales et au sein des différentes régions françaises.

L'étude, menée conjointement sur toutes les filières, a analysé les spécificités et les traits communs. Dans cette communication, a été privilégiée la présentation des résultats concernant la filière porcine.

Scénarios	Libéralisation	Farm Bill européen	Repli autarcique et inégalitaire	Réveil des productions animales
France	Production 2025/ : -15% 5 000 exploitations assurent 95% de la production Charcuterie-salaison : -20% très affaiblie par manque de "sourcing" et concurrence des produits importés à bas prix Les spécialistes de gammes moyenne et supérieure (terroir) s'en sortent. Hausse des imports de porc MP d'Espagne, Allemagne, Etats-Unis, Canada, Brésil Export en recul	Production 2025/15 : -10% Cause concurrence et recul consommation Productions différenciées soutien régions, contrats Charcuterie-salaison: -10% import attaque premiers prix, force milieu et haut de gamme, meilleures relations avec GMS Import de porc PM plus faible Export vers l'UE concurrencé Déficit en valeur stabilisé	Résistance avec des produits courant à prix très bas Production 2025/15 : -10% 3 000 exploitations => 80% de la production Petits et moyens élevages => circuits de proximité Charcuterie-salaison : perte produits haut de gamme, low cost en forte concurrence internationale : -20%. Import et export de MP transformation = -50%	Production consolidée à 24-25 millions de porcs Production diversifiée : standard de qualité et segments qualité sup. Cultures oléo-protéagineux => image locale Moindre rentabilité cultures => élevages en z. céréalières Abattage : 2 groupes leaders modernes et bien structurés Salaison conforte ses fleurons nationaux et régionaux avec offre diversifiée et innovante
Nord Pas de Calais Picardie	Situation privilégiée : proximité consommation, terres, matières premières Dérégulation « sociétale » attire investisseurs nord UE Des éleveurs intégrés et agriculteurs-éleveurs très spécialisés, parfois étrangers	Aides régionales pour systèmes Label et alternatifs (bio, sur paille...) de niches Quelques grosses fermes intégrées, pas de relance Des éleveurs intégrés et agriculteurs-éleveurs très spécialisés, parfois étrangers	Intégration par Belges, Néerlandais, Allemands Abattage en Belgique ou en Allemagne. Un peu de porc en polyculture-élevage Petits abattoirs locaux multi-espèces	Dans les zones les plus denses, les blocages sociétaux demeurent mais une expansion de la production est possible dans les plaines céréalières picardes
Bretagne	Forte chute de production Déficit compétitivité sur Allemagne, Espagne Restent meilleurs éleveurs : spécialisés, modernisés, excellence environnementale et économique	Restent éleveurs compétitifs Aides de la Région au maintien de la production limitent la baisse Compétition toujours forte avec autres pays européens	Grands éleveurs spécialisés, ayant investi avant la crise produisent à très faible coût Autres, restructurations si moyens financiers Les éleveurs intensifs lait + porc choisissent le lait	Modernisation, spécialisation des élevages => amélioration compétitivité Mais érosion de la production régionale, positionnée sur standard et concurrencée par le développement du lait
Pays de la Loire	Sélection des éleveurs les plus compétitifs Région mal placée sur ce secteur face à Bretagne et pays européens Centres de décision concentrés en Bretagne	Sélection des éleveurs les plus compétitifs Mais région plutôt mal positionnée par rapport à la Bretagne Aides régionales pour systèmes Label et alternatifs	Lien au sol aide au maintien avec synergies de polyculture-élevage. Les très spécialisées souffrent se diversifient. Emergence de petits ateliers complémentaires.	Elevages modernisés, mais plus polyvalents Marges de manœuvre car moindre pression environnementale
Sud-ouest	Production portée par IGP "Jambon de Bayonne" Mais concurrence avec Serrano moins cher, mais à bonne image En 2025, production porcine a fortement baissé	Production portée par IGP "Jambon de Bayonne" Concurrence avec Serrano moins cher, à bonne image En 2025, production porcine a fortement baissé Aides régionales très faibles	Filières de qualité à la peine Renaissance petits élevages de proximité Jambon de Bayonne valorisé en circuits haut de gamme Opportunité : valorisation des céréales locales (maïs)	Stabilisation ou légère progression de la production, majoritairement sous signes de qualité. Progression de salaisons sèches de qualité

CONCLUSION - REMERCIEMENTS

Ces scénarios prospectifs à l'horizon 2025 sont contrastés et se veulent réalistes. Il faut éviter de les lire en échos aux événements les plus récents (fermeture d'outils, baisse du prix des céréales...), ou d'en tirer des preuves d'optimisme ou de pessimisme. Ce ne sont pas des prévisions non plus.

Ce sont des outils de réflexion et de débat permettant à chaque partie de se positionner. Car l'avenir n'est pas écrit à l'avance, il est construit par les acteurs. Ces travaux ont été financés par FranceAgriMer et par le programme national de développement agricole et rural du Ministère de l'agriculture.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Baffes J., 2011. Long drivers of food prices. Banque mondiale. Mai 2011.
- Couharde C, Géronimi V, Taranco A, 2012. Les hausses récentes des cours des matières premières traduisent-elles l'entrée dans un régime de prix élevés ? Revue Tiers-Monde n°211, juillet-septembre 2012, p13-34.
- Daviron B., 2012. Prix internationaux des produits alimentaires : volatilité ou hausse durable ? Revue Tiers-Monde n°211, juillet-septembre 2012, p91-109.
- FAPRI, 2014. U.S. Baseline Briefing Book. Food and Agricultural Policy Research Institute (FAPRI). FAPRI-MU Report #02-14. Mars 2014. Accessible sur: <http://www.fapri.missouri.edu/>
- Institut de l'Elevage, ITAVI, IFIP, 2014. Effets de la hausse des prix des produits végétaux sur les productions animales en France. Rapport pour FranceAgriMer. Document de travail, 125 pp.
- Trostle R., Marti D., Rosen S., Westcott P, 2011. Why have food commodity prices risen again? USDA-ERS, Outlook No. WRS-1103, June 2011, 29 pp.